

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1887

[C — 2011/29392]

16 JUNI 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Algemene Raad voor de Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inzonderheid op artikel 79;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 1997 tot oprichting van de Algemene Raad voor de Hogescholen ter uitvoering van artikel 79 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1997 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Algemene Raad voor de Hogescholen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Algemene Raad voor de Hogescholen, in bijlage, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 1997 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Algemene Raad voor de Hogescholen, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2011.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juni 2011.

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1888

[2011/203836]

7 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 transposant la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information et abrogeant la Directive 93/75/CEE du Conseil;

Vu l'avis 49.498/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Objet.

Le présent arrêté transpose la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la Directive 93/75/CE, telle que modifiée par la Directive 2009/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 et par la Directive 2011/15/UE de la Commission du 23 février 2011.

Art. 2. Champ d'application.

Le présent arrêté s'applique aux navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 300, sauf disposition contraire.

Sauf disposition contraire, le présent arrêté ne s'applique pas :

a) aux navires de guerre, aux navires de guerre auxiliaires ou autres navires appartenant à un Etat membre ou exploités par lui et utilisés pour un service public non commercial;

b) aux navires de pêche, aux bateaux traditionnels et aux bateaux de plaisance d'une longueur inférieure à 45 mètres;

c) aux soutes des navires d'une jauge brute inférieure à 1 000 et à l'avitaillement et au matériel d'armement des navires destinés à être utilisés à bord.

Art. 3. Définitions.

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

a) « OMI », Organisation maritime internationale;

b) « instruments internationaux pertinents », les instruments suivants, dans leur version actualisée :

— « MARPOL », la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires et son protocole de 1978;

— « SOLAS », la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, ainsi que les protocoles et modifications y afférents, la convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires;

— la convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires;

— la convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures et le protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures;

— « convention SAR », la convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes;

— « code ISM », le code international de gestion de la sécurité;

— « code IMDG », le code maritime international des marchandises dangereuses;

— « recueil IBC », le recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac, de l'OMI;

— « recueil IGC », le recueil international de l'OMI de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des gaz liquéfiés en vrac;

— « recueil BC », le recueil de l'OMI de règles pratiques pour la sécurité du transport des cargaisons solides en vrac;

— « recueil INF », le recueil de l'OMI relatif aux règles de sécurité pour le transport de combustible nucléaire irradié, de plutonium et de déchets fortement radioactifs en fûts à bord de navires;

— « résolution A.851 (20) de l'OMI », la résolution A.851 (20) de l'Organisation maritime internationale intitulée « Principes généraux applicables aux systèmes de comptes rendus de navires et aux prescriptions en matière de notification, y compris les directives concernant la notification des événements mettant en cause des marchandises dangereuses, des substances nuisibles et/ou des polluants marins »;

— « résolution A.917 (22) de l'OMI », la résolution 917 (22) de l'Organisation maritime internationale intitulée « Directives pour l'exploitation, à bord des navires, des systèmes d'identification automatique (AIS) », telle que modifiée par la résolution A.956 (23) de l'OMI;

— « résolution A.949 (23) de l'OMI », la résolution 949 (23) de l'Organisation maritime internationale portant « Directives sur les lieux de refuge pour les navires ayant besoin d'assistance »;

— « résolution A.950 (23) de l'OMI », la résolution 950 (23) de l'Organisation maritime internationale intitulée « Services d'assistance maritime (MAS) »;

— « directives de l'OMI sur le traitement équitable des gens de mer en cas d'accident maritime », les directives annexées à la résolution LEG.3(91) du comité juridique de l'OMI du 27 avril 2006 telles qu'approuvées par le conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail lors de sa 296^e session du 12 au 16 juin 2006;

c) « exploitant », l'armateur ou le gérant du navire;

d) « agent », toute personne mandatée ou autorisée à délivrer l'information au nom de l'exploitant du navire;

e) « chargeur », toute personne par laquelle, au nom de laquelle ou pour le compte de laquelle un contrat de transport de marchandises est conclu avec un transporteur;

f) « compagnie », une compagnie au sens de la règle 1^{re}, paragraphe 2, du chapitre IX de la convention SOLAS;

g) « navire », tout bâtiment de mer ou engin marin;

h) « marchandises dangereuses » :

— les marchandises mentionnées dans le code IMDG;

— les substances liquides dangereuses énumérées au chapitre 17 du recueil IBC;

— les gaz liquéfiés énumérés au chapitre 19 du recueil IGC;

— les matières solides visées par l'appendice B du recueil BC.

Sont également incluses, les marchandises pour le transport desquelles les conditions préliminaires appropriées ont été prescrites conformément au paragraphe 1.1.3 du recueil IBC ou au paragraphe 1.1.6 du recueil IGC;

i) « marchandises polluantes » :

— les hydrocarbures tels que définis à l'annexe I^{re} de la convention MARPOL;

— les substances liquides nocives telles que définies à l'annexe II de la convention MARPOL;

— les substances nuisibles telles que définies à l'annexe III de la convention MARPOL;

j) « unité de transport de cargaison », un véhicule destiné au transport de marchandises par route, un wagon destiné au transport de marchandises par rail, un conteneur, un véhicule-citerne routier, un wagon de chemin de fer ou une citerne portative;

k) « adresse », le nom et les liens de communication permettant d'établir un contact en cas de besoin avec l'exploitant, l'agent, l'autorité portuaire, l'autorité compétente ou toute autre personne ou tout autre service habilité, en possession des informations détaillées concernant la cargaison du navire;

l) « autorités compétentes », les autorités et les organisations désignées par l'autorité fédérale belge pour exercer les fonctions prévues par la Directive 2002/59/CE;

m) « autorité portuaire », l'autorité ou le service compétent désigné par le Ministre ayant les Voies hydrauliques dans ses attributions pour chaque port pour recevoir et mettre à disposition les informations notifiées en vertu du présent arrêté;

n) « lieu de refuge », un port, une partie d'un port ou un autre mouillage ou ancrage de protection ou toute autre zone abritée, désigné par la Région wallonne pour accueillir des navires en détresse;

o) « service de trafic maritime (STM) », un service destiné à améliorer la sécurité et l'efficacité du trafic maritime et à protéger l'environnement, qui est en mesure d'intervenir dans le trafic et de réagir à des situations affectant le trafic qui se présentent dans la zone STM qu'il couvre;

p) « système d'organisation du trafic », tout système couvrant un ou plusieurs itinéraires ou mesures d'organisation du trafic destiné à réduire le risque d'accident; il comporte des systèmes de séparation du trafic, des itinéraires à double sens, des routes recommandées, des zones à éviter, des zones de trafic côtier, des zones de contournement, des zones de précaution et des routes de haute mer;

q) « bateaux traditionnels », tout type de bateau historique ainsi que les répliques de ces bateaux, y compris ceux conçus pour encourager et promouvoir les métiers et la navigation traditionnels, qui servent également de monuments culturels vivants, exploités selon les principes traditionnels de la navigation et de la technique;

r) « accident », un accident au sens du code d'enquête de l'OMI sur les accidents et incidents maritimes;

s) « SafeSeaNet », le système communautaire d'échange d'informations maritimes élaboré par la Commission en collaboration avec les Etats membres afin d'assurer la mise en œuvre de la législation communautaire;

t) « service régulier », une série de traversées organisées de façon à desservir d'eux-mêmes ports ou davantage, soit selon un horaire publié, soit avec une régularité ou une fréquence telle qu'elle constitue une série systématique reconnaissable;

u) « navire de pêche », tout navire équipé pour l'exploitation commerciale des ressources aquatiques vivantes;

v) « navire ayant besoin d'assistance », sans préjudice des dispositions de la convention SAR sur le sauvetage des personnes, un navire se trouvant dans une situation qui pourrait entraîner la perte du navire ou constituer une menace pour l'environnement ou pour la navigation;

w) « LRIT », un système d'identification et de suivi à distance des navires conformément à la règle SOLAS V/19-1;

x) « Etat membre », un Etat membre de l'Union européenne.

CHAPITRE II. — *Signalement et suivi des navires*

Art. 4. Notification préalable à l'entrée dans les ports situés en Région wallonne.

L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire faisant route vers un port situé en Région wallonne notifie les informations prévues à l'annexe I^{re}, point 1^{er}, à l'autorité portuaire :

a) au moins vingt-quatre heures à l'avance, ou

b) au plus tard au moment où le navire quitte le port précédent, si la durée du voyage est inférieure à vingt-quatre heures, ou

c) si le port d'escale n'est pas connu ou s'il est modifié durant le voyage, dès que cette information est disponible.

Les navires venant d'un port situé en dehors de la Communauté et faisant route vers un port situé en Région wallonne qui transportent des marchandises dangereuses ou polluantes satisfont aux obligations en matière de notification prévues à l'article 6.

CHAPITRE III. — *Notification des marchandises dangereuses ou polluantes à bord des navires (HAZMAT)*

Art. 5. Exigences d'information concernant le transport de marchandises dangereuses.

Les marchandises dangereuses ou polluantes ne peuvent être présentées pour le transport ou chargées à bord d'un navire, quelles que soient ses dimensions, dans un port situé en Région wallonne que si le capitaine ou l'exploitant a reçu avant que les marchandises soient chargées à bord une déclaration comportant les informations suivantes :

a) les informations énumérées à l'annexe I^{re}, point 2;

b) pour les substances visées à l'annexe I^{re} de la convention Marpol, la fiche de données de sécurité détaillant les caractéristiques physico-chimiques des produits y compris, le cas échéant, la viscosité exprimée en cSt à 50 °C et la densité à 15 °C, ainsi que les autres données qui, conformément à la résolution MSC. 286(86) de l'OMI, figurent sur la fiche de données de sécurité;

c) les numéros d'appel d'urgence du chargeur ou de toute autre personne ou organisme en possession des informations sur les caractéristiques physicochimiques des produits et sur les mesures à prendre en cas d'urgence.

Les navires en provenance d'un port extracommunautaire faisant escale dans un port situé en Région wallonne et ayant à bord des marchandises dangereuses ou polluantes ont en leur possession une déclaration, fournie par le chargeur, contenant les informations exigées en vertu de l'annexe I^{re}, point 1^{er}, alinéas a), b) et c).

Le chargeur fournit une telle déclaration au capitaine ou à l'exploitant et fait en sorte que le chargement présenté pour le transport corresponde effectivement à celui qui a été déclaré conformément à l'annexe I^{re}, point 1^{er}.

Art. 6. Notification des marchandises dangereuses ou polluantes transportées à bord.

§ 1^{er}. L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire, quelles que soient ses dimensions, transportant des marchandises dangereuses ou polluantes quittant ou à destination d'un port situé en Région wallonne notifie, au plus tard au moment de l'appareillage, ou dès que le port de destination ou le lieu de mouillage est connu, si cette information n'est pas disponible au moment du départ, les informations visées à l'annexe I^{re}, point 3, à l'autorité portuaire.

§ 2. L'autorité portuaire conserve les informations énumérées à l'annexe I^{re}, point 3, pendant une durée suffisante pour permettre leur utilisation en cas d'incident ou d'accident en mer.

L'autorité portuaire prend les mesures nécessaires pour fournir lesdites informations sans délai à l'autorité compétente, sur sa demande, 24 heures sur 24, par voie électronique.

§ 3. L'exploitant, l'agent ou le capitaine du navire doit communiquer les informations relatives à la cargaison visées à l'annexe I^{re}, point 3, à l'autorité portuaire.

Les informations doivent être transmises par voie électronique lorsque c'est possible.

Pour l'échange de messages électroniques, il y a lieu d'utiliser la syntaxe et les procédures prévues à l'annexe II.

CHAPITRE IV. — *Suivi des navires à risque et intervention en cas d'incidents et accidents en mer*

Art. 7. Information des parties concernées.

L'autorité portuaire détenant les informations notifiées conformément à l'article 6 les communiquera à la demande, pour raisons de sécurité, de l'autorité compétente.

Lorsque l'autorité portuaire est informée, en vertu du présent arrêté ou d'une autre manière, de faits entraînant ou accroissant, pour un autre Etat membre, le risque de voir mises en danger certaines zones maritimes et côtières celle-ci prend les mesures appropriées pour en informer l'autorité compétente aussitôt que possible et la consulter sur les actions envisagées. Le cas échéant, l'autorité portuaire et l'autorité compétente coopèrent en vue d'arrêter en commun les modalités d'une action commune.

CHAPITRE V. — Mesures d'accompagnement

Art. 8. Confidentialité des informations.

L'autorité portuaire prend les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des informations qui lui sont transmises en application du présent arrêté et n'utilise ces informations qu'en conformité avec le présent arrêté.

Art. 9. Contrôle de la mise en œuvre du présent arrêté et sanctions.

Les fonctionnaires visés à l'article 6 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, instituant une police de la conservation du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice, sont chargés de rechercher et de constater les infractions au présent arrêté.

Les infractions aux obligations imposées par le présent arrêté sont punies des sanctions prévues par la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

Art. 10. Evaluation.

L'autorité portuaire fait rapport à l'autorité compétente, à la demande de celle-ci, sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 11. Abrogation.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 transposant la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la Directive 93/75/CEE du Conseil, est abrogé.

Art. 12. Entrée en vigueur.

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Exécution.

Le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ANNEXE I^{re}

LISTE DES INFORMATIONS A NOTIFIER

1) Informations à notifier en vertu de l'article 4 - Informations générales :

a) Identification du navire (nom, code d'appel, numéro d'identification OMI ou numéro MMSI).

b) Port de destination.

c) Heure probable d'arrivée au port de destination ou à la station de pilotage, comme requis par l'autorité compétente, et heure probable d'appareillage.

d) Nombre total de personnes à bord.

2) Informations à notifier en vertu de l'article 5 - Informations sur la cargaison :

a) Désignation technique exacte des marchandises dangereuses ou polluantes, numéros (ONU) attribués, le cas échéant, par les Nations unies, classes de risque OMI déterminées conformément au code IMDG et aux recueils IBC et IGC et, le cas échéant, catégorie du navire requise pour les cargaisons au sens du recueil INF telles que définies dans la règle VII/14.2, quantités de ces marchandises et, si elles sont transportées dans des unités de transport de cargaison autres que des citernes, numéros d'identification de celles-ci.

b) Adresse à laquelle des renseignements détaillés sur la cargaison peuvent être obtenus.

3) Informations à notifier en vertu de l'article 6.

A. Informations générales :

a) Identification du navire (nom, code d'appel, numéro d'identification OMI ou numéro MMSI).

b) Port de destination.

c) Pour un navire quittant un port situé dans un Etat membre : heure probable d'appareillage du port de départ ou de la station de pilotage, comme requis par l'autorité compétente, et heure probable d'arrivée au port de destination.

d) Pour un navire venant d'un port situé en dehors de la Communauté et faisant route vers un port d'un Etat membre : heure probable d'arrivée au port de destination ou à la station de pilotage, comme requis par l'autorité compétente.

e) Nombre total de personnes à bord.

B. Informations sur la cargaison :

a) Désignation technique exacte des marchandises dangereuses ou polluantes, numéros (ONU) attribués, le cas échéant, par les Nations unies, classes de risque OMI déterminées conformément au code IMDG et aux recueils IBC et IGC et, le cas échéant, catégorie du navire au sens du recueil INF, quantités de ces marchandises et emplacement à bord et, si elles sont transportées dans des unités de transport de cargaison autres que des citernes, numéros d'identification de celles-ci.

b) Confirmation de la présence à bord d'une liste, d'un manifeste ou d'un plan de chargement approprié précisant en détail les marchandises dangereuses ou polluantes chargées à bord du navire et leur emplacement.

c) Adresse à laquelle des renseignements détaillés sur la cargaison peuvent être obtenus.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information.

Namur, le 7 juillet 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ANNEXE II

MESSAGES ELECTRONIQUES

1) La transmission, la réception et la conversion des données entre les systèmes utilisent la syntaxe XML, basés sur l'Internet.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information.

Namur, le 7 juillet 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1888

[2011/203836]

7. JULI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport, Artikel 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Umsetzung der Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates;

Aufgrund des am 9. Mai 2011 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.498/4;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Gegenstand.

Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates um, so wie sie durch die Richtlinie 2009/17/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 und durch die Richtlinie 2011/15/EU der Kommission vom 23. Februar 2011 abgeändert wurde.

Art. 2 - Anwendungsbereich.

Der vorliegende Erlass gilt für Schiffe mit 300 oder mehr BRZ, sofern nichts anderes angegeben ist.

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, gilt der vorliegende Erlass nicht für:

a) Kriegsschiffe, Flottenhilfsschiffe oder andere einem Mitgliedstaat gehörende oder von ihm betriebene Schiffe der öffentlichen Verwaltung, sofern sie nicht zu kommerziellen Zwecken eingesetzt werden;

b) Fischereifahrzeuge, Traditionsschiffe und Sportboote mit einer Länge von weniger als 45 Metern;

c) Bunker der Schiffe mit BRZ von weniger als 1 000, Bordvorräte und Schiffsausrüstungen.

Art. 3 - Begriffsbestimmungen.

Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses bezeichnet der Ausdruck:

- a) "OMI", Internationale Seeschiffahrtsorganisation;
- b) "einschlägige internationale Rechtsakte" folgende Rechtsakte, in ihrer aktualisierten Fassung:
- "MARPOL" das Internationale Übereinkommen von 1973 zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe und das dazugehörige Protokoll von 1978;
 - "SOLAS" das Internationale Übereinkommen zum Schutz des menschlichen Lebens auf See sowie die dazugehörigen Protokolle und Änderungen, das Internationale Schiffsvermessungsübereinkommen von 1969;
 - das Internationale Schiffsvermessungsübereinkommen von 1969;
 - das Internationale Übereinkommen von 1969 über Maßnahmen auf hoher See bei Ölverschmutzungsunfällen sowie das dazugehörige Protokoll von 1973 über Maßnahmen auf hoher See bei Fällen von Verschmutzung durch andere Stoffe als Öl;
 - "SAR-Übereinkommen" das Internationale Übereinkommen von 1979 über den Such- und Rettungsdienst auf See;
 - "ISM-Code" den Internationalen Code für Massnahmen zur Organisation eines sicheren Schiffsbetriebs;
 - "IMDG-Code" den Internationalen Code für die Beförderung gefährlicher Güter mit Seeschiffen;
 - "IBC-Code" den Internationalen Code der IMO für den Bau und die Ausrüstung von Schiffen, die gefährliche Chemikalien als Massengut befördern;
 - "IGC-Code" den Internationalen Code der IMO für den Bau und die Ausrüstung von Schiffen, die Flüssiggas als Massengut befördern;
 - "BC-Code" die Richtlinien der IMO für die sichere Behandlung von Schüttladungen bei der Beförderung mit Seeschiffen
 - "INF-Code" den Internationalen Code der IMO für die sichere Beförderung von verpackten bestrahlten Kernbrennstoffen, Plutonium und hochradioaktiven Abfällen mit Seeschiffen;
 - "Entschliessung A.851 (20) der IMO" die Entschliessung A.851 (20) der Internationalen Seeschiffahrtsorganisation "Allgemeine Grundsätze und Anforderungen für Schiffsmeldesysteme einschliesslich Richtlinien über die Meldung von Ereignissen mit gefährlichen Gütern, Schadstoffen und/oder meeresverunreinigenden Stoffen";
 - "Entschliessung A.917 (22) der IMO" die Entschliessung 917 (22) der Internationalen Seeschiffahrtsorganisation "Richtlinien für die Verwendung von AIS an Bord von Schiffen", abgeändert durch die Entschliessung A.956 (23) der IMO;
 - "Entschliessung A.949 (23) der IMO" die Entschliessung 949 (23) der Internationalen Seeschiffahrtsorganisation "Richtlinien über Notliegeplätze für auf Hilfe angewiesene Schiffe";
 - "Entschliessung A.950 (23) der IMO" die Entschliessung 950 (23) der Internationalen Seeschiffahrtsorganisation "Hilfeleistungen auf See";
 - "IMO-Leitlinien über die faire Behandlung von Seeleuten bei einem Unfall auf See" die Leitlinien im Anhang zu der Entschliessung LEG.3 (91) des Rechtsausschusses der IMO vom 27. April 2006, gebilligt vom Verwaltungsrat der Internationalen Arbeitsorganisation auf seiner 296. Tagung vom 12.-16. Juni 2006;
- c) "Betreiber" den Reeder oder Verwalter des Schiffes;
- d) "Agent" jede Person, die dazu befugt oder beauftragt ist, im Namen des Schiffsbetreibers Informationen zu übermitteln;
- e) "Verlader" jede Person, durch die oder in deren Namen oder auf deren Rechnung mit einem Beförderer ein Vertrag zur Beförderung von Gütern geschlossen wird;
- f) "Unternehmen" ein Unternehmen im Sinne von Kapitel IX, Regel 1, Absatz 2 des SOLAS-Übereinkommens;
- g) "Schiff" jedes seegehende Fahrzeug oder Gerät;
- h) "gefährliche Güter":
- die im IMDG-Code genannten Güter,
 - die in Kapitel 17 des IBC-Codes genannten gefährlichen Flüssigkeiten,
 - die in Kapitel 19 des IGC-Codes genannten Flüssiggase,
 - die in Anhang B des BC-Codes aufgeführten Feststoffe.
- Dieser Begriff schließt auch Güter ein, für deren Beförderung geeignete Voraussetzungen gemäß Absatz 1.1.3 des IBC-Codes oder Absatz 1.1.6 des IGC-Codes vorgeschrieben sind;
- i) "umweltschädliche Güter":
- Rohöl und Mineralölzeugnisse laut Begriffsbestimmung in Anhang I des MARPOL-Übereinkommens,
 - flüssige Schadstoffe laut Begriffsbestimmung in Anhang II des MARPOL-Übereinkommens;
 - Schadstoffe laut Begriffsbestimmung in Anhang III des MARPOL-Übereinkommens;
- j) "Beförderungseinheit" einen Lastkraftwagen, einen Eisenbahngüterwaggon, einen Frachtcontainer, einen Tanklastkraftwagen, einen Eisenbahnwaggon oder einen beweglichen Tank;
- k) "Adresse" Namen und Kommunikationsverbindungen, unter denen im Bedarfsfall mit dem Betreiber, dem Agenten, der Hafenebehörde, der zuständigen Behörde oder jeder anderen bevollmächtigten Person oder Stelle, die im Einzelnen über die Ladung des Schiffes unterrichtet ist, Kontakt aufgenommen werden kann;
- l) "zuständige Behörden" die Behörden und Organisationen, die von der belgischen Föderalbehörde zur Entgegennahme und Weitergabe von gemäß der Richtlinie 2002/59/EG gemeldeten Informationen benannt worden sind;
- m) "Hafenebehörde" die zuständige Behörde oder Stelle, die für jeden Hafen von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, zur Entgegennahme und Weitergabe von gemäß dem vorliegenden Erlass gemeldeten Informationen benannt worden ist;

n) "Notliegeplatz" einen Hafen, den Teil eines Hafens, einen anderen geschützten Liege- oder Ankerplatz oder jeden anderen geschützten Bereich, der von der Wallonischen Region für den Aufenthalt von sich in Seenot befindenden Schiffen bestimmt wurde;

o) "Schiffsverkehrsdienst (VTS)" einen Dienst, durch den die Sicherheit und Leichtigkeit des Schiffsverkehrs erhöht und die Umwelt geschützt werden soll, der zur Interaktion mit dem Verkehr imstande ist und auf die Verkehrssituation im VTS-Gebiet reagieren kann;

p) "System der Schiffswegeführung" ein System mit einer oder mehreren Routen oder Wegeführungsmaßnahmen zur Verringerung der Unfallgefahr; es umfasst Verkehrstrennungsgebiete, Zwei-Wege-Routen, empfohlene Strecken, zu meidende Gebiete, Küstenverkehrszonen, Umleitungsrouten, Gebiete, in denen Vorsicht geboten ist, und Tiefwasserrouten;

q) "Traditionsschiffe" alle Arten von historischen Schiffen und ihre Nachbauten einschließlich jener, mit denen traditionelle Fertigkeiten und Seemannschaft unterstützt und gefördert werden sollen, die insgesamt lebende Kulturdenkmale bilden und die nach traditionellen Grundsätzen der Seemannschaft und Technik betrieben werden;

r) "Unfall" ein Unfall im Sinne des IMO-Codes für die Untersuchung von Unfällen und Vorkommnissen auf See.

s) "SafeSeaNet" das gemeinschaftliche System für den Seeverkehrsinformationsaustausch, das von der Kommission in Zusammenarbeit mit den Mitgliedstaaten zur Gewährleistung der Durchführung der Rechtsvorschriften der Gemeinschaft entwickelt wurde;

t) "Linienverkehr" eine Abfolge von Schifffahrten, durch die dieselben beiden oder mehr Häfen miteinander verbunden werden, und zwar entweder nach einem veröffentlichten Fahrplan oder so regelmäßig oder häufig, dass eine systematische Abfolge erkennbar ist;

u) "Fischereifahrzeug" jedes Schiff, das entsprechend ausgerüstet ist, um lebende aquatische Ressourcen kommerziell zu nutzen;

v) "auf Hilfe angewiesenes Schiff" ein Schiff in einer Lage, die die Rettung von Personen an Bord erforderlich machenden Lage, die zum Verlust des Schiffs oder zu einer Gefahr für die Umwelt oder die Schifffahrt führen könnte;

w) "LRIT" ein System zur Fernidentifizierung und -verfolgung von Schiffen gemäß Kapitel V Regel 19-1 des SOLAS-Übereinkommens;

x) "Mitgliedstaat", ein Mitgliedstaat der Europäischen Union.

KAPITEL II — *Meldung und Überwachung von Schiffen*

Art. 4 - Anmeldung vor dem Einlaufen in Häfen der Wallonischen Region.

Der Betreiber, Agent oder Kapitän eines Schiffes, dessen Bestimmungshafen ein Hafen der Wallonischen Region ist, übermittelt der Hafenbehörde die Informationen gemäß Anhang I Nummer 1

a) mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus,

b) spätestens zu dem Zeitpunkt, zu dem das Schiff aus dem vorigen Hafen ausläuft, sofern die Reisezeit weniger als vierundzwanzig Stunden beträgt, oder

c) wenn der Anlaufhafen nicht bekannt ist oder sich während der Reise ändert, sobald diese Information vorliegt.

Von einem Hafen außerhalb der Gemeinschaft kommende Schiffe, deren Bestimmungshafen ein Hafen der Wallonischen Region ist und die gefährliche oder umweltschädliche Güter befördern, müssen den Meldepflichten nach Artikel 6 nachkommen.

KAPITEL III — *Meldung von gefährlichen oder umweltschädlichen Gütern an Bord von Schiffen (GEFAHRGUT)*

Art. 5 - Für die Beförderung von gefährlichen Gütern erforderliche Informationen.

Gefährliche oder umweltschädliche Güter können in einem in der Wallonischen Region gelegenen Hafen nur dann zur Beförderung angeliefert oder an Bord eines Schiffes unabhängig von dessen Größe und verladen werden, wenn der Kapitän oder der Betreiber eine Erklärung erhalten hat, in der die folgenden Informationen enthalten sind:

a) die in Anhang I Nummer 2 genannten Informationen;

b) für die in Anhang I des MARPOL-Übereinkommens genannten Stoffe, das Sicherheitsdatenblatt, in dem die physikalisch-chemischen Merkmale der Erzeugnisse, einschließlich der Viskosität in cSt bei 50°C und der Dichte bei 15°C, wenn zutreffend, aufgeführt sind, sowie die anderen Angaben, die gemäß der IMO-Entscheidung MSC.286(86) auf dem Sicherheitsdatenblatt aufgeführt werden;

c) die Notrufdaten des Versenders oder jeder anderen Person oder Einrichtung, die im Besitz von Informationen über die physikalisch-chemischen Merkmale der Erzeugnisse und über die im Notfall zu ergreifenden Maßnahmen ist.

Die von einem Hafen außerhalb der Gemeinschaft kommenden Schiffe, die einen Hafen der Wallonischen Region anlaufen und die gefährliche oder umweltschädliche Güter befördern, sind im Besitz einer vom Versender erstellten Erklärung mit den gemäß Absatz 1 Buchstaben a), b) und c) erforderlichen Informationen.

Der Verloader ist verpflichtet und verantwortlich, dem Kapitän oder dem Betreiber die genannte Erklärung zu liefern und dafür zu sorgen, dass die zur Beförderung bereitgestellte Ladung tatsächlich derjenigen entspricht, die gemäß Absatz 1 deklariert wurde.

Art. 6 - Meldung von an Bord beförderten gefährlichen oder umweltschädlichen Gütern.

§ 1 - Der Betreiber, der Agent oder der Kapitän eines gefährliche oder umweltschädliche Güter befördernden Schiffes übermittelt unabhängig von der Größe des Schiffes, das einen Hafen der Wallonischen Region anläuft oder aus ihm ausläuft, spätestens zum Zeitpunkt des Auslaufens oder sobald der Bestimmungshafen oder der Ankerplatz bekannt ist, falls diese Angaben bei der Abfahrt nicht verfügbar sind, der Hafenbehörde die in Anhang I Nummer 3 aufgeführten Informationen.

§ 2 - Zu diesem Zweck bewahrt die betroffene Hafenbehörde die in Anhang I, Nummer 3 aufgeführten Informationen ausreichend lange auf, um diese bei einem Vorkommnis oder Unfall auf See nutzen zu können.

Die Hafenbehörde ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um die genannten Informationen der zuständigen Behörde auf deren Anfrage 24 Stunden am Tag unverzüglich auf elektronischem Wege übermitteln zu können.

§ 3 - Der Betreiber, der Agent oder der Kapitän des Schiffes übermittelt der Hafenbehörde oder der zuständigen Behörde die in Anhang I Nummer 3 aufgeführten Ladungsinformationen.

Diese Informationen sind - soweit durchführbar - auf elektronischem Wege zu übermitteln.

Bei dem elektronischen Datenaustausch sind die Syntax und die Verfahren gemäß Anhang II anzuwenden.

KAPITEL IV — Überwachung von Risikoschiffen und Maßnahmen bei Vorkommnissen und Unfällen auf See

Art. 7 - Unterrichtung der Betroffenen.

Die Hafenbehörde, der gemäß Artikel 6 gemeldete Informationen vorliegen, übermittelt diese auf Antrag aus Sicherheitsgründen der zuständigen Behörde.

Wenn die Hafenbehörde gemäß diesem Erlass oder auf andere Weise von Umständen unterrichtet wird, die für einen anderen Mitgliedstaat eine Gefährdung bestimmter Schifffahrtsgebiete und Küstenzonen verursachen oder vergrößern könnten, trifft sie geeignete Maßnahmen, um die zuständige Behörde baldmöglichst darüber in Kenntnis zu setzen und mit ihr über geplante Aktionen zu beraten. Gegebenenfalls arbeiten die Hafenbehörde und die zuständige Behörde zusammen, um die Vorgehensweise bei einer gemeinsamen Aktion im Einvernehmen abzustimmen.

KAPITEL V — Begleitmaßnahmen

Art. 8 - Vertraulichkeit der Informationen.

Die Hafenbehörde ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um die Vertraulichkeit der ihr in Anwendung des vorliegenden Erlasses übermittelten Informationen zu gewährleisten, und benutzt diese Informationen nur in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Erlass.

Art. 9 - Durchführungskontrolle und Sanktionen.

Die in Artikel 6 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung der regionalen öffentlichen Wasserstrassen und zur Regelung der Bedingungen für die Ausübung dieses Amtes erwähnten Beamten sind damit beauftragt, die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass aufzuspüren und festzustellen.

Die Verstöße gegen den Verpflichtungen, die durch den vorliegenden Erlass auferlegt sind, werden mit den im Gesetz vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Strassen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr erwähnten Strafen geahndet.

Art. 10 - Evaluierung.

Die Hafenbehörde berichtet der zuständigen Behörde auf ihren Antrag hin über die Fortschritte bei der Durchführung des vorliegenden Erlasses.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 11 - Aufhebung.

Der Erlass der Wallonische Regierung vom 1. Juni 2006 zur Umsetzung der Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates wird aufgehoben.

Art. 12 - Inkrafttreten.

Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13 - Durchführung.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

ANHANG I

LISTE DER ZU ÜBERMITTELNDEN INFORMATIONEN

- 1) Nach Artikel 4 zu übermittelnde Informationen - Allgemeine Informationen.
 - a) Identifikation des Schiffes (Name, Rufzeichen, IMO-Kennnummer oder MMSI-Nummer).
 - b) Bestimmungshafen.
 - c) Voraussichtliche Zeit der Ankunft im Bestimmungshafen oder an der Lotsenstation entsprechend den Vorschriften der zuständigen Behörde und voraussichtliche Zeit des Auslaufens aus diesem Hafen.
 - d) Gesamtzahl der an Bord befindlichen Personen.
- 2) Zu übermittelnde Informationen gemäß Artikel 5 - Ladungsinformationen.
 - a) Genaue technische Bezeichnung der gefährlichen oder umweltschädlichen Güter, gegebenenfalls von den Vereinten Nationen zugeteilte UNO-Nummern, nach IMDG-, IBC- und IGC-Codes bestimmte IMO-Gefahrgutklasse und gegebenenfalls die für INF-Fracht erforderliche Kategorie des Schiffes im Sinne der Regel VII/14.2, die Mengen an solchen Gütern sowie, falls sie in anderen Beförderungseinheiten als Tanks befördert werden, deren Identifikationsnummern.
 - b) Adresse, unter der detaillierte Informationen über die Ladung erhältlich sind.

3) Zu übermittelnde Informationen gemäß Artikel 6

A. Allgemeine Informationen.

a) Identifikation des Schiffes (Name, Rufzeichen, IMO-Kennnummer oder MMSI-Nummer).

b) Bestimmungshafen.

c) Für Schiffe, die einen in einem Mitgliedstaat gelegenen Hafen verlassen: voraussichtliche Zeit des Auslaufens aus dem Abfahrtshafen oder von der Lotsenstation entsprechend den Vorschriften der zuständigen Behörde und voraussichtliche Zeit der Ankunft im Bestimmungshafen.

d) Für Schiffe, die von einem außerhalb der Gemeinschaft gelegenen Hafen kommen und einen in einem Mitgliedstaat gelegenen Hafen anlaufen: voraussichtliche Zeit der Ankunft im Bestimmungshafen oder an der Lotsenstation entsprechend den Vorschriften der zuständigen Behörde.

e) Gesamtzahl der an Bord befindlichen Personen.

B. Ladungsinformationen.

a) Genaue technische Bezeichnung der gefährlichen oder umweltschädlichen Güter, gegebenenfalls von den Vereinten Nationen zugeteilte UNO-Nummern, nach IMDG-, IBC- und IGC-Codes bestimmte IMO-Gefahrgutklasse und gegebenenfalls Kategorie des Schiffes im Sinne des INF-Codes, die Mengen an solchen Gütern und ihr Aufbewahrungsort an Bord sowie, falls sie in anderen Beförderungseinheiten als Tanks befördert werden, deren Identifikationsnummer.

b) Bestätigung des Vorhandenseins einer Aufstellung, eines Verzeichnisses oder eines Lageplans in geeigneter Form zur Angabe der an Bord der Schiffe geladenen gefährlichen oder umweltschädlichen Güter im Einzelnen oder ihres Aufbewahrungsorts im Schiff.

c) Adresse, unter der detaillierte Informationen über die Ladung erhältlich sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

ANHANG II

ELEKTRONISCHE NACHRICHTEN

1) die Übermittlung, der Empfang und die Konvertierung von Daten zwischen Systemen, die über das Internet laufen, verwenden eine XML-Syntax.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr beigefügt zu werden

Namur, den 7. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1888

[2011/203836]

7 JULI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot omzetting van Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad;

Gelet op advies 49.498/4 van de Raad van State, gegeven op 9 mei 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,
Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Doelstelling.

Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EG, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2009/17/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 en bij Richtlijn 2011/15/EU van de Commissie van 23 februari 2011 wordt bij dit besluit omgezet.

Art. 2. Toepassingsgebied.

Dit besluit is van toepassing op schepen met een brutotonnenmaat van 300 of meer, behalve andersluidende bepaling.

Behalve andersluidende bepaling is dit besluit niet van toepassing op :

a) oorlogsschepen, overige marineschepen of andere schepen die eigendom zijn van of in dienst zijn bij een lidstaat die worden gebruikt voor een niet-commerciële openbare dienst;

b) vissersschepen, traditionele schepen en pleziervaartuigen met een lengte van minder dan 45 meter;

c) bunkers van schepen met een brutotonnenmaat van minder dan 1 000, scheepsvoorraden en scheepsuitrusting.

Art. 3. Definities.

In dit besluit wordt verstaan onder :

a) "IMO", Internationale Maritieme Organisatie;

b) "relevante internationale instrumenten" : de volgende instrumenten, in hun bijgewerkte versie :

— "MARPOL", het Internationaal Verdrag van 1973 ter voorkoming van verontreiniging door schepen en het bijbehorende protocol van 1978;

— "SOLAS", het Internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee, en bijbehorende protocollen en wijzigingen, het internationaal verdrag van 1969 betreffende de tonnenmaat van de schepen;

— het internationaal verdrag van 1969 betreffende de tonnenmaat van de schepen;

— het Internationaal Verdrag van 1969 inzake optreden in volle zee bij ongevallen die verontreiniging door olie kunnen veroorzaken, en het bijhorende protocol van 1973 inzake het optreden in volle zee in gevallen van verontreiniging door andere stoffen dan olie;

— "SAR-verdrag", het Internationaal Verdrag van 1979 inzake opsporing en redding op zee;

— "ISM-code", de internationale veiligheidscode;

— "IMDG-code", de internationale IMO-code voor het vervoer van gevaarlijke stoffen over zee;

— "IBC-code", de internationale IMO-code voor de bouw en de uitrusting van schepen die gevaarlijke chemicaliën in bulk vervoeren;

— "IGC-code", de internationale IMO-code voor de bouw en de uitrusting van schepen die vloeibaar gas in bulk vervoeren;

— "BC-code", de IMO-code met praktische voorschriften voor de veiligheid van het vervoer van lading;

— "INF-code", de IMO-code van veiligheidsvoorschriften voor het vervoer van bestraalde splijtstoffen, plutonium en hoogradioactieve afval in vaten aan boord van een schip;

— "Resolutie A.851 (20) van de IMO", Resolutie 851 (20) van de Internationale Maritieme Organisatie, met als opschrift : "General principles for ship reporting systems and ship reporting requirements, including guidelines for reporting incidents involving dangerous goods, harmful substances and/or marine pollutants";

— "Resolutie A.917 (22) van de IMO", Resolutie 917 (22) van de Internationale Maritieme Organisatie, met als opschrift : "Guidelines for the onboard use of AIS", zoals gewijzigd bij Resolutie A.956 (23) van de IMO;

— "resolutie A.949 (23) van de IMO", resolutie A.949 (23) van de Internationale Maritieme Organisatie, met als opschrift : "Guidelines on places of refuge for ships in need of assistance";

— "resolutie A.950 (23) van de IMO", resolutie A.950 (23) van de Internationale Maritieme Organisatie, met als opschrift : "Maritime assistance services (MAS)";

— "IMO-richtsnoeren betreffende de billijke behandeling van zeelieden bij een ongeval op zee" (IMO guidelines on the fair treatment of seafarers in the event of a maritime accident), de richtsnoeren in bijlage bij Resolutie LEG.3 (91) van de juridische commissie van de IMO van 27 april 2006 en goedgekeurd door de raad van bestuur van de Internationale Arbeidsorganisatie op haar 296e zitting van 12 tot 16 juni 2006;

c) "exploitant", de reder of beheerder van een schip;

d) "agent", elke persoon die opdracht of toestemming heeft om namens de exploitant van een schip informatie te verstrekken;

e) "verlader", elke persoon door wie, namens wie of ten behoeve van wie een overeenkomst voor het vervoer van goederen over zee is gesloten met een vervoerder;

f) "maatschappij", maatschappij als bedoeld in voorschrift 1, paragraaf 2, van hoofdstuk IX van het SOLAS-verdrag;

g) "schip", elk zeeschip of -vaartuig;

h) "gevaarlijke stoffen" :

— stoffen als omschreven in de IMDG-code;

— gevaarlijke vloeistoffen opgenomen in hoofdstuk 17 van de IBC-code;

— vloeibare gassen opgenomen in hoofdstuk 19 van de IGC-code;

— vaste stoffen als bedoeld in aanhangsel B van de BC-code.

Inbegrepen zijn ook de stoffen voor het vervoer waarvan passende voorwaarden zijn neergelegd overeenkomstig paragraaf 1.1.3 van de IBC-code of paragraaf 1.1.6 van de IGC-code;

i) "verontreinigende stoffen" :

- oliesoorten als omschreven in bijlage I bij het MARPOL-verdrag;
- schadelijke vloeistoffen als omschreven in bijlage II bij het MARPOL-verdrag;
- schadelijke stoffen als omschreven in bijlage III bij het MARPOL-verdrag;

j) "laadeenheid", een vrachtwagen, een goederenwagon, een container, een tankwagen, een spoorwagen of een mobiele tank;

k) "adres", naam en communicatieverbindingen via welke, indien nodig, contact kan worden gelegd met de exploitant, de agent, de havenautoriteit, de bevoegde instantie of iedere andere gemachtigde persoon of organisatie die beschikt over gedetailleerde gegevens betreffende de lading van het schip;

l) "bevoegde instantie", de instantie of organisaties die door de Belgische federale overheid is aangewezen om de functies uit te oefenen die voorgeschreven zijn bij Richtlijn 2002/59/EG;

m) "havenautoriteit", de bevoegde autoriteit of het bevoegde orgaan die/dat voor elke haven door de Minister bevoegd voor Waterwegen is aangewezen om de uit hoofde van dit besluit meegeleverde informatie in ontvangst te nemen en door te geleiden;

n) "toevluchtsoord", een door het Waalse Gewest voor de opvang van schepen in nood aangewezen haven, deel van een haven of andere beschutte aanleg- of ankerplaats dan wel veilig gebied;

o) "verkeersbegeleidingssysteem" (VBS), een dienst die opgezet is om de veiligheid en de efficiëntie van het scheepsverkeer te verbeteren en het milieu te beschermen en dus in het verkeer kan interveniëren en op verkeerssituaties die zich in het VBS-gebied voordoen, kan reageren;

p) "scheepsrouteringssysteem", een systeem van één of meer routes of routeringsmaatregelen om het risico van scheepsongevallen te verkleinen dat bestaat uit verkeersscheidingsstelsels, vaarwegen voor tweerichtingsverkeer, aanbevolen koerslijnen, gebieden die dienen te worden gemedend, zones voor kustverkeer, rotondes, verzorgingsgebieden en diepwaterroutes;

q) "traditionele schepen", historische schepen en replica's daarvan, met inbegrip van schepen die ontworpen zijn om traditionele vaardigheden en zeemanschap aan te moedigen en te bevorderen, die als levende cultuurmonumenten volgens de traditionele beginselen van zeemanschap en techniek worden bestuurd;

r) "ongeval", een ongeval in de zin van de IMO-code voor het onderzoek naar ongevallen en incidenten en ongevallen op zee;

s) "SafeSeaNet", het communautaire systeem voor de uitwisseling van maritieme informatie, dat door de Europese Commissie in samenwerking met de lidstaten is ontwikkeld ter uitvoering van de communautaire regelgeving;

t) "lijndienst", een reeks overtochten door vaartuigen waarmee de verbinding tussen dezelfde twee of meer havens wordt onderhouden, hetzij volgens een gepubliceerde dienstregeling, hetzij met een zodanige regelmaat of frequentie dat zij een herkenbare systematische reeks vormen;

u) "vissersvaartuig", elk vaartuig dat is uitgerust voor commerciële exploitatie van levende aquatische hulpbronnen;

v) "vaartuig dat bijstand heeft", een vaartuig in omstandigheden die gevaar voor verlies van het vaartuig, voor het milieu of voor de scheepvaart kunnen opleveren, onverminderd de bepalingen van het SAR-verdrag inzake opsporing en redding op zee;

w) "LRIT", een systeem voor het op lange afstand identificeren en volgen van vaartuigen in overeenstemming met Voorschrift 19-1 van hoofdstuk V van het SOLAS-verdrag;

x) "lidstaat", een lidstaat van de Europese Unie.

HOOFDSUK II. — Aanmelding en monitoring van de schepen

Art. 4. Aanmelding vóór het binnenlopen van de havens gelegen in het Waalse Gewest.

De exploitant, agent of kapitein van een schip dat op weg is naar een in het Waalse Gewest gelegen haven geeft de havenautoriteit kennis van de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 1 :

- a) minstens vierentwintig uren op voorhand, of
- b) uiterlijk wanneer het schip de vorige haven verlaat als de reisduur minder dan vierentwintig uren bedraagt, of
- c) zodra de aanloophaven gekend is, indien zij nog niet gekend zou zijn of tijdens de reis wordt gewijzigd.

Ten aanzien van schepen komende van een haven buiten de Gemeenschap, die op weg zijn naar een in het Waalse Gewest gelegen haven en gevaarlijke of verontreinigende stoffen vervoeren, gelden de aanmeldingsvoorschriften van artikel 6.

HOOFDSTUK III. — Aanmelding van gevaarlijke of verontreinigende stoffen aan boord (HAZMAT)

Art. 5. Verplichte aanmelding betreffende het vervoer van gevaarlijke stoffen.

Gevaarlijke of verontreinigende stoffen mogen in een in het Waalse Gewest gelegen haven niet voor vervoer worden aangeboden noch aan boord van een schip worden genomen, ongeacht de grootte van het schip, dan nadat, vóór het laden van de stoffen, aan de kapitein of de exploitant een verklaring met de volgende informatie is overhandigd :

a) de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 2;

b) voor de in bijlage I bij het Marpol-verdrag genoemde stoffen, het veiligheidsinformatieblad waarop de fysisch-chemische eigenschappen van de producten zijn vermeld, waar van toepassing, met inbegrip van hun viscositeit, uitgedrukt in cSt bij 50 °C en hun dichtheid bij 15 °C, alsook de andere gegevens die conform Resolutie MSC.286 (86) van de IMO op het veiligheidsinformatieblad staan;

c) de alarmnummers van de verlader of enige andere persoon of organisatie die beschikt over informatie over de fysisch-chemische eigenschappen van de producten en over de bij een calamiteit te nemen maatregelen.

Schepen komende van een haven buiten de Gemeenschap die een in het Waalse Gewest gelegen haven aandoen en gevaarlijke of verontreinigende stoffen aan boord hebben, beschikken over een verklaring van de verlader met de informatie vereist volgens bijlage I, punt 1, leden *a)*, *b)* en *c)*.

De verlader bezorgt deze verklaring aan de kapitein of de exploitant en zorgt ervoor dat de voor vervoer aangeboden vracht werkelijk die is waarover overeenkomstig bijlage I, punt 1 een verklaring werd afgelegd.

Art. 6. Aanmelding van gevaarlijke of verontreinigende stoffen aan boord.

§ 1. De exploitant, de agent of de kapitein van een schip, ongeacht de grootte ervan, dat gevaarlijke of verontreinigende stoffen vervoert en een in het Waalse Gewest gelegen haven verlaat of er naar toe vaart, geeft de havenautoriteit kennis van de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 3, uiterlijk bij de afvaart of zodra de haven van bestemming of de ankerplaats gekend is, indien deze informatie niet beschikbaar is op het ogenblik van het vertrek.

§ 2. De havenautoriteit bewaart de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 3, lang genoeg opdat zij in geval van incident of ongeval op zee gebruikt kunnen worden.

De havenautoriteit neemt de nodige maatregelen opdat deze informatie onverwijld 24 uur per dag langs elektronische weg aan de bevoegde instantie op haar verzoek kan worden meegedeeld.

§ 3. De exploitant, de agent of de kapitein van het schip deelt de in bijlage I, punt 3, bedoelde informatie mee aan de havenautoriteit.

De informatie wordt waar mogelijk langs elektronische weg doorgestuurd.

Het elektronische berichtenverkeer maakt gebruik van de syntax en de procedures als bedoeld in bijlage II.

HOOFDSTUK IV. — *Monitoring van risicoschepen en interventie in geval van incidenten en ongevallen op zee*

Art. 7. Informatie van de betrokken partijen.

De havenautoriteit die over de overeenkomstig artikel 6 meegedeelde informatie beschikt, zal ze om veiligheidsredenen op verzoek van de bevoegde instantie mededelen.

De havenautoriteit die krachtens dit besluit of anderszins in kennis wordt gesteld van feiten die een risico of een verhoogd risico vormen voor bepaalde zee- en kustgebieden van een andere lidstaat, neemt passende maatregelen om de bevoegde instantie hiervan zo spoedig mogelijk in kennis te stellen en haar te raadplegen over de te ondernemen acties. Eventueel werken de havenautoriteit en de bevoegde instantie samen bij de planning van een gezamenlijke actie.

HOOFDSTUK V. — *Begeleidingsmaatregelen*

Art. 8. Vertrouwelijkheid van de informatie.

De havenautoriteit treft de nodige maatregelen om de vertrouwelijkheid te waarborgen van de informatie die haar krachtens dit besluit wordt toegezonden en gebruikt deze informatie alleen maar in overeenstemming met dit besluit.

Art. 9. Monitoring van de tenuitvoerlegging van dit besluit en sancties.

De ambtenaren bedoeld in artikel 6 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van dit besluit.

Overtredingen van de bij dit besluit opgelegde verplichtingen worden bestraft met de sancties bepaald bij de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg.

Art. 10. Evaluatie.

De havenautoriteit brengt op verzoek van de bevoegde instantie verslag uit over de stand van vordering van de uitvoering van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Opheffing.

Het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot omzetting van Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad wordt opgeheven.

Art. 12. Inwerkingtreding.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. Uitvoering.

De Minister tot wiens bevoegdheden de Waterwegen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

BIJLAGE I

OVERZICHT VAN DE TE VERSTREKKEN INFORMATIE

- 1) In overeenstemming met artikel 4 te verstrekken informatie - Algemene informatie :
- a) Identificatie van het schip (naam, roepnaam, IMO-identificatienummer of MMSI-nummer).
 - b) Haven van bestemming.
 - c) Verwachte tijd van aankomst in de haven van bestemming of bij het loodsstation, zoals verlangd door de bevoegde instantie, en verwachte tijd van afvaart uit die haven.
 - d) Totaalaantal opvarenden.
- 2) In overeenstemming met artikel 5 te verstrekken informatie - Informatie over de lading :
- a) Correcte technische benaming van de gevaarlijke of verontreinigende stoffen, VN-nummers waar deze bestaan, IMO-risicoklassen overeenkomstig de IMDG-, IBC- en IGC-code en in voorkomend geval de klasse van het schip die voor INF-ladingen als bedoeld in voorschrift VII/14.2 vereist is, de hoeveelheden van dergelijke stoffen en, indien zij worden vervoerd in voor vrachtvervoer bestemde laadeenheden, behalve tanks, de identificatie-nummers daarvan.
 - b) Adres waar uitgebreide informatie over de lading kan worden verkregen.
- 3) In overeenstemming met artikel 6 te verstrekken informatie.
- A. Algemene informatie :
- a) Identificatie van het schip (naam, roepnaam, IMO-identificatienummer of MMSI-nummer).
 - b) Haven van bestemming.
 - c) Voor een schip dat een in een lidstaat gelegen haven verlaat : verwachte tijd van afvaart uit de haven van vertrek over uit het loodsstation, zoals verlangd door de bevoegde instantie, en verwachte tijd van aankomst in de haven van bestemming.
 - d) Voor een schip dat vanuit een buiten de Gemeenschap gelegen haven komt en naar een in een lidstaat gelegen haven vaart : verwachte tijd van aankomst in de haven van bestemming of bij het loodsstation, zoals verlangd door de bevoegde instantie.
 - e) Totaalaantal opvarenden.
- B. Informatie over de lading :
- a) Correcte technische benaming van de gevaarlijke of verontreinigende stoffen, VN-nummers waar deze bestaan, IMO-risicoklassen overeenkomstig de IMDG-, IBC- en IGC-code en in voorkomend geval de klasse van het schip volgens de INF-code, de hoeveelheden van dergelijke stoffen en de plaats waar zij zich aan boord bevinden, alsmede, indien zij worden vervoerd in voor vrachtvervoer bestemde transporteenheden, behalve tanks, de identificatienummers daarvan.
 - b) Bevestiging dat aan boord een lijst, manifest of passend laadplan aanwezig is dat gedetailleerde gegevens bevat over de gevaarlijke of verontreinigende stoffen die worden vervoerd en over de plaats waar deze zich aan boord bevinden.
 - c) Adres waar uitgebreide informatie over de lading kan worden verkregen.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 tot invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart.
- Namen, 7 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

BIJLAGE II

ELEKTRONISCHE BERICHTEN

- 1) Bij de transmissie, de ontvangst en de conversie van gegevens tussen de systemen via het internet wordt de XML syntax gebruikt.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 tot invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart.
- Namen, 7 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN